

Art. 3. Les renseignements, documents et projets de décisions visés à l'article 2 du présent accord sont demandés et communiqués via un fonctionnaire général désigné de commun accord entre chaque Exécutif et le Ministre (N) ou (F) compétents.

Pour autant qu'elle concerne l'application du présent accord, toute instruction donnée par une autorité d'une Communauté aux services qui en relèvent est communiquée sans délai par le membre compétent de l'Exécutif concerné au Ministre (F) ou (N) concerné.

Sauf délégation écrite et préalable donnée par le Ministre (N) ou le Ministre (F) à dater de l'entrée en vigueur du présent accord et sans préjudice de leur pouvoir de contrôle, les services et institutions de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif de la Communauté française ne peuvent engager l'Etat vis-à-vis des tiers.

Art. 4. § 1er. Les différends entre les parties au présent accord de coopération sont portés devant les juridictions de droit commun lorsqu'ils portent sur le point de savoir à qui, de l'Etat, de la Communauté flamande ou de la Communauté française, incombe l'exécution de l'obligation (obligation à la dette et/ou contribution à la dette) ou sur l'étendue (montant et/ou nature) de ces obligations.

§ 2. Les différends entre les parties au présent accord de coopération relatifs à l'application de ce dernier à la gestion administrative des dossiers sont tranchés par la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6 et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à moins que, dans les soixante jours suivant la notification des griefs par l'une des parties, celles-ci ne conviennent de commun accord de porter le différend devant une juridiction de droit commun.

Art. 5. Le présent accord de coopération est publié intégralement au *Moniteur belge*. Il entre en vigueur à l'égard de chaque Communauté le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal transférant tout ou partie du personnel du Ministère de l'Education nationale à l'Exécutif ou à la Communauté compétente.

Bruxelles, le 7 août 1989.

Pour l'Etat :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale,

Ph. MOUREAUX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan,
chargé de la Restructuration du « Ministerie van Onderwijs »,

W. CLAES

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation des Sports
et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE,
EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
ET EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

F. 89 — 1858

Accord de coopération

Entre l'Etat, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la gestion administrative de l'enseignement de la Communauté germanophone;

Vu les articles 59bis et 59ter de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis, §§ 1^{er} et 5;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone;

Vu la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'en l'état actuel des réformes institutionnelles, l'enseignement de la Communauté germanophone relève des attributions de celle-ci et qu'en partie ces attributions sont exercées par l'autorité nationale notamment en ce qui concerne le personnel de l'enseignement de la Communauté germanophone;

Considérant que le personnel chargé jusqu'ici de la gestion administrative de l'enseignement de la Communauté germanophone est, pour l'essentiel, du personnel francophone qui sera transféré à l'Exécutif de la Communauté française; qu'il serait de bonne administration pendant la mise en place progressive des services administratifs de l'enseignement propres à la Communauté germanophone, que ce personnel compétent et expérimenté

continue à remplir cette mission pour le compte de l'autorité nationale ou celui de la Communauté germanophone, selon le cas; que toute autre solution risque d'entraîner des retards considérables dans la gestion de cet enseignement;

L'Etat, représenté par M. Philippe Moureaux, Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale, ci-après appelé « l'autorité nationale »;

La Communauté française, représentée par M. Valmy Féaux, Ministre-Président, M. Yvan Ylief, Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique, et M. Jean-Pierre Grafé, Ministre de l'Enseignement, de la Formation, des Sports et du Tourisme et des Relations internationales;

La Communauté germanophone, représentée par M. Joseph Maraite, Ministre-Président de l'Exécutif, et M. Bruno Fagnoul, Ministre communautaire chargé de l'enseignement, ci-après appelé « l'autorité germanophone ».

Ont convenu ce qui suit :

Article 1er. Les services de l'Exécutif de la Communauté française, le personnel du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux, ainsi que des services d'inspection transférés à la Communauté française assurent dans les limites prévues aux articles 2 et 3 du présent accord la gestion administrative de l'enseignement de la Communauté germanophone, en ce que ce dernier relève, d'une part, des compétences de la Communauté germanophone et, d'autre part de celles exercées par l'Etat pour la Communauté germanophone.

Art. 2. Les services et le personnel visés à l'article 1er sont chargés de communiquer à l'autorité nationale et à l'autorité germanophone ou à leurs délégués, chacune en ce qui la concerne, d'initiative ou à la demande de ces autorités, tous renseignements, documents et projets de décisions utiles à l'exercice adéquat des compétences visées à l'article 1er, en justifiant dans chaque cas que la matière relève bien des compétences de l'autorité concernée ainsi que les dépenses éventuellement mises à sa charge.

Art. 3. Les services et le personnel visés à l'article 1er remplissent la mission décrite aux articles 1er et 2 sous l'autorité fonctionnelle de l'autorité nationale ou de l'autorité germanophone selon le cas, via un fonctionnaire général de ces services désigné de commun accord entre les parties au présent accord de coopération.

Sauf délégation écrite et préalable donnée par l'autorité nationale ou l'autorité germanophone compétente à dater de l'entrée en vigueur du présent accord et sans préjudice de leur pouvoir de contrôle, les services de l'Exécutif de la Communauté française ne peuvent engager ni l'Etat ni la Communauté germanophone vis-à-vis des tiers.

Art. 4. § 1er. Les différends entre les parties au présent accord de coopération sont portés devant les juridictions de droit commun lorsqu'ils concernent la répartition des compétences respectives de l'Etat, de la Communauté germanophone et de la Communauté française, ainsi que l'étendue des obligations de chacun vis-à-vis des tiers.

§ 2. Les différends entre les parties au présent accord de coopération relatifs à l'application de ce dernier à la gestion administrative des dossiers sont tranchés par la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à moins que, dans les soixante jours suivant la notification des griefs par l'une des parties, celles-ci ne conviennent de commun accord de porter le différend devant une juridiction de droit commun.

Art. 5. Le présent accord de coopération est publié intégralement dans les trois langues nationales au *Moniteur belge*. Il entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal transférant tout ou partie du personnel du Ministère de l'Education nationale, des Fonds et Services d'inspection à l'Exécutif de la Communauté française et à la Communauté française.

Bruxelles, le 7 août 1989.

Pour l'Etat :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale,
Ph. MOUREAUX

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche,
Y. YLIEFF

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, des Sports et du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
J. MARAITE

Le Ministre de l'Enseignement,
B. FAGNOUL

« MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »,
 EXEKUTIVE DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,
 UND EXEKUTIVE DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT

N. 89 — 1858

Kooperationsabkommen

Zwischen dem Staat, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Verwaltung des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Aufgrund der Artikel 59bis und 59ter der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen, insbesondere der Artikel 87, 89 und 92bis, §§ 1 und 5;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 23. Januar 1989 über die in Artikel 92bis, §§ 5 und 6, und Artikel 94, § 3, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen erwähnte Gerichtsbarkeit;

In der Erwägung, dass im aktuellen Zustand der institutionellen Reformen das Unterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft in ihrem Zuständigkeitsbereich liegt und dass diese Kompetenzen zum Teil durch die Nationalobrigkeit ausgeübt werden, insbesondere was das Personal des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft angeht;

In der Erwägung, dass das Personal, welches bisher mit der Verwaltung des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft betraut wurde, hauptsächlich französischsprachig ist und dieses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft übertragen wird; dass es verwaltungstechnisch angebracht wäre, wenn während der schrittweisen Einsetzung der der Deutschsprachigen Gemeinschaft eigenen Verwaltungsdienste dieses kompetente und erfahrene Personal diese Aufgabe weiterhin erfüllt, sei es, je nach Fall, für die Nationalobrigkeit oder für die Deutschsprachige Gemeinschaft; dass jede andere Lösung beträchtliche Verspätungen in der Verwaltung dieses Unterrichtswesens herbeiführen würde;

Der Staat, vertreten durch Herrn Philippe Moureaux, Vizepremierminister und Minister der Institutionellen Reformen, beauftragt mit der Umstrukturierung des Ministeriums der Nationalen Erziehung, in der Folge « Nationalobrigkeit » genannt,

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Valmy Feaux, Minister-Präsident, Herrn Yvan Ylief, Minister für Erziehung und Wissenschaftliche Forschung, und Herrn Jean-Pierre Grafe, Minister der Unterrichtswesens, der Ausbildung, des Sports, des Tourismus und der Internationalen Beziehungen;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Joseph Maraitte, Minister-Präsident der Exekutive und Herrn Bruno Fagnoul, Gemeinschaftsminister für das Unterrichtswesen, in der Folge « Deutschsprachige Obrigkeit » genannt,

Beschliessen nachstehendes :

Artikel 1. Die Dienste der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, das Personal des Staatlichen Schulbauaufonds, des Schulbauaufonds der Provinzen und Gemeinden, sowie die der Französischen Gemeinschaft übertragenen Inspektionsdienste gewährleisten in dem in Artikel 2 und 3 des vorliegenden Abkommens gesteckten Rahmen die Verwaltung des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft, insofern dieses einerseits den Befugnissen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und andererseits jenen, die der Staat für die Deutschsprachige Gemeinschaft ausübt, untersteht.

Art. 2. Die Dienste und das in Artikel 1 erwähnte Personal sind angehalten, der nationalen und der deutschsprachigen Obrigkeit oder deren Stellvertretern, jede für das was sie betrifft, aus eigener Initiative oder auf Antrag dieser Obrigkeiten, alle Auskünfte, Dokumente und Entscheidungsentwürfe, die die Ausübung der in Artikel 1 erwähnten Kompetenzen erfordert, mitzutellen, wobei in jedem Fall nachgewiesen wird, dass die Angelegenheit in den Kompetenzbereich der betreffenden Obrigkeit gehört, sowie der Nachweis über die sie gegebenenfalls betreffenden Ausgaben erbracht wird.

Art. 3. Die Dienste und das in Artikel 1 erwähnte Personal erfüllen den in Artikel 1 und 2 beschriebenen Auftrag unter der funktionalen Obrigkeit sei es der nationalen oder der deutschsprachigen Obrigkeit, über einen leitenden Beamten dieser Dienste, der im gegenseitigen Einverständnis der unterzeichnenden Parteien vorliegenden Kooperationsabkommens bezeichnet wird.

Ausser im Falle einer schriftlichen und vorhergehenden Delegation seitens der zuständigen nationalen oder deutschsprachigen Obrigkeit, datiert ab dem Inkrafttreten vorliegenden Abkommens und unbeschadet ihrer Kontrollbefugnis, können die Dienste der Exekutive der Französischen Gemeinschaft weder den Staat, noch die Deutschsprachige Gemeinschaft gegenüber Dritten verpflichtet.

Art. 4. § 1. Die Unstimmigkeiten zwischen den unterzeichnenden Parteien vorliegenden Abkommens werden vor die ordentlichen Gerichte getragen, insofern sie die Kompetenzaufteilung zwischen dem Staat, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaft oder das Ausmass der Verpflichtungen einer jeden Partei gegenüber Dritten betreffen.

§ 2. Die Unstimmigkeiten zwischen den unterzeichnenden Parteien vorliegenden Kooperationsabkommens bezüglich seiner Anwendung auf die Verwaltung von Akten, werden entschieden durch die in Artikel 92bis, §§ 5 und 6, und in Artikel 94, § 3, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen vorgesehene Gerichtsbarkeit, es sei denn die beteiligten Parteien würden in gegenseitigem Einverständnis und binnen einer Frist von 60 Tagen nach offizieller Mitteilung der Vorwürfe durch eine der Parteien beschliessen, ihre Differenz vor ein ordentliches Gericht zu tragen.

Art. 5. Vorliegendes Kooperationsabkommen wird im vollen Wortlaut und in den drei Landesprachen im *staatsblatt* veröffentlicht. Es tritt in Kraft am Tag des Inkrafttretens des Königlichen Erlasses, der das ganze der einen Teil des Personals des Ministeriums der Nationalen Erziehung, der Fonds und der Inspektionsdienste an die Exekutive der Französischen Gemeinschaft und an die Französische Gemeinschaft überträgt.

Getätigt zu Brüssel, den 7. August 1989.

Für den Staat :

Der Vizepremierminister und Minister der Institutionellen Reformen,
beauftragt mit der Umstrukturierung der Ministeriums der Nationalen Erziehung,
Ph. MOUREAUX

Der Vizepremierminister und Minister der Wirtschaftsangelegenheiten und des Plans,
beauftragt mit der Umstrukturierung des « Ministerie van Onderwijs »,
W. CLAES

Für die Französische Gemeinschaft :
Der Minister-Präsident der Exekutive,
V. FEAUX

Der Minister für Erziehung und Wissenschaftliche Forschung,
Y. YLIEFF

Der Minister des Unterrichtswesens, der Ausbildung, des Sports,
des Tourismus und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft :
Der Minister-Präsident der Exekutive,
J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister der Unterrichtswesens,
B. FAGNOUL

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1859

11 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal portant retrait à la demande de la société « Le Phénix belge, société anonyme d'assurances incendie, accidents et risques divers », en abrégé : « Le Phénix belge », de l'agrément aux fins de l'assurance contre les accidents du travail

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 53, alinéa 1er;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment les articles 29 et 30;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1971 portant l'agrément aux fins de l'assurance contre les accidents du travail de la société « Le Phénix belge, société anonyme d'assurances incendie, accidents et risques divers », en abrégé : « Le Phénix belge »;

Vu la requête du 1er septembre 1980 par laquelle la société « Le Phénix belge, société anonyme d'assurances incendie, accidents et risques divers », en abrégé : « Le Phénix belge », sollicite le retrait d'agrément aux fins de l'assurance contre les accidents du travail;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail du 31 mai 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'agrément aux fins de l'assurance contre les accidents du travail, accordé par l'arrêté royal du 23 décembre 1971 à la société : « Le Phénix belge, société anonyme d'assurances incendie, accidents et risques divers », en abrégé : « Le Phénix belge », est retiré à sa demande.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 1859

11 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot intrekking op verzoek van de vennootschap « De Belgische Phenix, naamloze vennootschap van verzekeringen, brand, ongevallen en diverse risico's », verkort : « De Belgische Phenix », van de machtiging voor de verzekering tegen arbeidsongevallen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 53, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op de artikelen 29 en 30;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1971 tot machtiging van de vennootschap « De Belgische Phenix, naamloze vennootschap van verzekeringen, brand, ongevallen en diverse risico's », verkort : « De Belgische Phenix », voor de verzekering tegen arbeidsongevallen;

Gelet op het verzoekschrift van 1 september 1980 waarbij de vennootschap « De Belgische Phenix, naamloze vennootschap van verzekeringen, brand, ongevallen en diverse risico's », verkort : « De Belgische Phenix », de intrekking vraagt van de machtiging voor de verzekering tegen de arbeidsongevallen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 31 mei 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De machtiging voor de verzekering tegen de arbeidsongevallen, verleend bij koninklijk besluit van 23 december 1971 aan de vennootschap « De Belgische Phenix, naamloze vennootschap van verzekeringen, brand en diverse risico's », verkort : « De Belgische Phenix », wordt op haar verzoek ingetrokken.